

EPATEMENT

Vous ne suivez pas les lettres de l'hon. M. Tarte, n'est-ce pas ?

Eh bien moi, je les suis.

Il m'intéresse, cet homme.

En ce moment il donne des leçons de parlementarisme aux français.

C'est peut-être pour cela qu'on va le décorer :

Le régime parlementaire, dit-il tel que nous le comprenons et tel que nous le pratiquons, est le régime par excellence de la liberté : il permet à tout citoyen britannique de prendre une part directe à l'administration des affaires du pays dans lequel il vit.

C'est ce système que l'on devrait tâcher de faire fonctionner en France.

Que dirait-on, au Canada, dans une colonie britannique, dans l'Empire à Londres, si quelqu'un songeait à demander l'intervention de l'armée dans nos affaires politiques, la substitution de la force armée à la libre expression du suffrage électoral ?

Ah elle est bien bonne celle-là.

Et la force armée du fonctionnarisme au Canada ?

Et les dix mille maîtres de poste obéissant au doigt à l'œil de M. Mulock et électrocutés le lendemain de l'élection s'ils se mêlent d'être conservateurs.

Et l'armée des employés du Pacifique et du Grand Tronc qui tiennent dans leurs mains le sort des gouvernements et que chaque parti va acheter avant l'élection.

Parlons-en de la liberté du vote.

Mais voici ce qui épate le plus M. Tarte dans la politique française ; lisez donc ce qu'il dit de Déroulède.

Un homme public qui se met à la tête d'un mouvement comme celui que dirige M. Déroulède doit, ce me semble, être prêt à prendre la responsabilité du lendemain — c'est-à-dire à monter au pouvoir, s'il renverse ceux dont il prépare la chute. Et cependant M. Déroulède a rappelé, hier dans un discours qui est un programme, qu'en réponse à une question à lui posée par le juge qui l'interrogeait, lors de son

arrestation récente, que s'il avait réussi, il aurait remis en d'autres mains le gouvernement de la France.

L'idée d'un homme politique qui renverse un parti sans avoir l'idée de se mettre à la tête du gouvernement qui le remplacera, voilà ce qui pulvérise M. Tarte.

Oh ça n'est pas lui ferait ça quand il a eu renversé les bleus, il s'est bien empressé d'empoi-gner la première place, lui, Israël !

Encore un mot sur ce voyage.

La *Patrie* trouve l'autre jour irrévérencieux journal sedituel l'hon M. Tarte sait allé en France chercher la Croix de la Légion d'Honneur.

Ca n'est pourtant pas la Croix qui ait été cher-cher M. Tarte.

N. G.

ACTE DE BON CITOYEN

Il n'entre pas dans nos habitudes de faire des compliments à notre archevêque, mais nous devons, en toute justice, lui tenir compte de la lettre qu'il a adressée à ses ouailles pour faire cesser la panique financière.

L'archevêque a fait acte de bon citoyen en cette occasion, et nous l'en félicitons.

Voici sa lettre.

Archevêché de Montréal

le 1er août 1899.

A la suite d'une entrevue avec plusieurs hommes importants de Montréal, et à leur demande, je crois de mon devoir de faire appel à tous ceux qui ont des capitaux dans nos banques et de les prier de ne pas se laisser affoler par les désastres financiers des derniers jours.

Je parle ici dans l'intérêt de tout le peuple.

Une course sur nos banques à l'heure actuelle ne pourrait avoir que les plus déplorables conséquences pour ces institutions elles-mêmes, pour les déposants et pour le pays tout entier.

Je conjure donc le public de rester calme. L'archevêché lui donne l'exemple. La panique va passer et nos banques, je n'en ai pas le moindre doute, feront honneur à leurs obligations.

PAUL,

Arch. de Montréal